

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article3667>

La politique spatiale doit redevenir une priorité pour l'Europe

- Technologie -



Date de mise en ligne : mardi 13 février 2007

Spyworld Actu

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) a rendu public le 7 février dernier un rapport qui est un véritable cri d'alarme et pointe du doigt les carences des gouvernements européens en matière de politique spatiale.

Le député français Christian Cabal et le sénateur Henri Revol y stigmatisent l'incapacité et le manque de volonté de l'Europe, mais aussi de la France, à réagir devant l'accélération de la course à l'espace, alors que des pays tels que la Chine, les Etats-Unis, le Japon, la Russie, l'Inde, mais aussi le Brésil, l'Ukraine ou la Corée du nord ont parfaitement su saisir l'opportunité et investissent une part de plus en plus importante de leurs revenus dans un secteur dont ils ont compris l'intérêt.

A l'unanimité moins une voix, les 36 parlementaires de l'Opecst approuvent ce texte, qui dénonce la "crise existentielle" qui semble affliger l'Europe dans un secteur maintenant crucial et incontournable. "Si l'accès à l'espace fait l'objet d'une compétition mondiale, c'est bien parce que les technologies spatiales offrent, au-delà d'une prime de souveraineté et de prestige international, une palette de services directs et indirects dont l'importance va croître dans les prochaines décennies", cite le rapport, dont les auteurs ne manquent pas de dénoncer l'étrange comportement de la France, dont une certaine myopie empêche apparemment les responsables politiques de faire évoluer leurs efforts en faveur du Centre national d'Etudes spatiales (CNES), et pourrait lui faire perdre le leadership dans le domaine du spatial au profit de l'Italie, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni.

"L'Europe investit quatre fois moins que les Etats-Unis dans le spatial civil, et vingt fois moins dans le spatial militaire", constate le rapport de l'Opecst, dénonçant le manque de réaction devant la crise d'austérité qu'a subi l'Europe spatiale depuis cinq ans, et qui aurait dû être compensée par une augmentation conséquente du budget de l'ESA ou par un effort adapté de l'Union Européenne.

Selon le groupe de parlementaires, les causes de ce marasme sont à imputer aux décideurs politiques eux-mêmes, qui ont commis deux erreurs fondamentales. La première, c'est d'avoir cru que la croissance du secteur spatial allait pouvoir se poursuivre en étant alimentée par le marché. La seconde, qui implique tout autant les décideurs que les agences elles-mêmes, pointe la carence de la communication : "Le spatial aujourd'hui est invisible". Autrement dit, si le public devient de plus en plus conscient des conséquences d'une panne générale d'électricité ou d'une carence pétrolière, il ignore totalement qu'une seule journée sans satellites pourrait déclencher un chaos économique et social. Et cela, personne, ni l'ESA ni les gouvernements, ne prend la peine de le lui expliquer.

L'Opecst conclut son rapport par une suite de recommandations et insiste sur la nécessité d'augmenter la part des vols habités, sans pour autant minimiser l'importance des missions scientifiques dans lesquelles excelle l'ESA et qui ont fait sa réputation. "Je ne vois pas comment l'Europe pourrait exclure les vols habités de son avenir spatial. Ce serait un amoindrissement autoproclamé", n'hésite pas à commenter François Goulard, ministre français délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Post-scriptum :

<http://www.futura-sciences.com/news...>